

Situation Mensuelle de l'Etat



Octobre 2022



Synthèse.....	2
Faits marquants	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dettes financières de l'Etat	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -143,215 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin octobre 2022 s'élève à -143,215 Md€ contre -171,536 Md€ à fin octobre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+28,321 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 10,823 Md€, une hausse des recettes nettes de 35,962 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 3,182 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 367,078 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Economie** : 9,852 Md€, essentiellement au titre du programme « Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale Participations financières de l'Etat » (9,709 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 9,508 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (9,334 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,291 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,865 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,060 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,123 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,927 Md€), du programme « Équipement des forces » (1,217 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,858 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,241 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (2,084 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,087 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin octobre 2022 s'élèvent à 367,078 Md€ contre 356,255 Md€ à fin octobre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+10,823 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de fonctionnement pour +13,837 Md€ (écart principalement lié à la mission « Economie » pour +10,503 Md€, essentiellement en raison d'abondements du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat » en hausse de +10,457 Md€ en 2022), des charges de la dette pour +12,218 Md€ (montant essentiellement lié à

► **Mission Travail et emploi** : 2,621 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (2,066 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,609 Md€, notamment au titre du programme « Energie, climat et après-mines » (1,265 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 2,239 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (1,242 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,036 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,597 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,901 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (1,024 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,793 Md€).

la mission « Engagements financiers de l'Etat » pour +12,112 Md€) et des dépenses de personnel pour +3,225 Md€ (hausse prévue en lois de finances), ainsi que de la baisse des dépenses d'intervention à hauteur de -19,195 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour -28,549 Md€ et à la mission « Plan de relance » pour -6,604 Md€, ainsi qu'à la mission « Ecologie, développement et mobilité durables » pour +8,204 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 223,407 Md€

Les principales recettes du mois

► **IR net** : 12,892 Md€ (montant notamment lié à la 2^{ème} échéance du solde PAS 2021 pour 5,093 Md€) ;

► **TVA nette** : 9,639 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,424 Md€, dont 1,526 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 2,738 Md€, dont 2,392 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **TICPE nette** : 1,258 Md€ ;

► **Fonds de concours** : 0,934 Md€ (dont une contribution de France compétences à hauteur de 0,600 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,719 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,191 Md€, dont -1,995 Md€ au titre de la DGF.



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 256,433 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin octobre 2022 s'élèvent à 256,433 Md€ contre 222,110 Md€ à fin octobre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+34,323 Md€) s'explique

essentiellement par des augmentations de recettes d'IS net pour +19,995 Md€, ainsi que de TVA nette pour +9,336 Md€ et d'IR net pour +6,241 Md€ (hausse prévues en lois de finances).

Recettes non fiscales : 19,255 Md€

Les recettes non fiscales à fin octobre 2022 s'élèvent à 19,255 Md€ contre 16,356 Md€ à fin octobre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,899 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation de

+2,282 Md€ du versement de l'UE destiné à cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance et par une hausse des dividendes et recettes assimilées de +0,827 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -57,757 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin octobre 2022 s'élèvent à -57,757 Md€ contre -56,786 Md€ à fin octobre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,971 Md€) s'explique par des augmentations de PSR au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,504 Md€ et au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,466 Md€.

Fonds de concours : 5,476 Md€

Les fonds de concours à fin octobre 2022 s'élèvent à 5,476 Md€ contre 5,765 Md€ à fin

octobre 2021 à périmètre constant, soit une évolution de -0,289 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 0,456 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 11,085 Md€ et des recettes pour 34,842 Md€ (dont 31,768 Md€ de TF, essentiellement au titre de l'échéance du 17 octobre, et 2,793 Md€ au titre de la TVA affectée suite à la réforme 2021 de la fiscalité locale) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 9,773 Md€ (essentiellement au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes pour 9,122 Md€) et des recettes pour 9,777 Md€ (essentiellement au titre d'abondements par le budget général à hauteur de 9,588 Md€) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin octobre 2022 s'élève à +0,456 Md€ contre -2,726 Md€ à fin octobre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+3,182 Md€) s'explique essentiellement par une amélioration du solde des comptes d'affectation spéciale de +8,998 Md€ (dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour +9,953 Md€, essentiellement en raison d'une augmentation des recettes liée à des abondements par le budget général en hausse de +10,421 Md€ en 2022) et une diminution du solde

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des recettes pour 9,716 Md€ (essentiellement au titre d'un abondement par le budget général à hauteur de 9,709 Md€ visant à financer l'opération d'acquisition de la totalité des actions et des obligations OCEANes de la société EDF non détenues par l'Etat à la date du 4 octobre) ;

► Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » enregistre des dépenses pour 4,854 Md€ correspondant essentiellement à des avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune pour 4,844 Md€.

des comptes de concours financiers de -5,756 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour -4,206 Md€, essentiellement en raison d'une hausse des dépenses prévue en lois de finances et le compte « Avances à l'audiovisuel public » pour -1,053 Md€, essentiellement en raison de la modification du rythme d'encaissement des recettes suite à la suppression de la contribution à l'audiovisuel public).

Dette financière de l'Etat au 31 octobre : 2 265,096 Md€

La dette financière est en augmentation de 92,287 Md€ depuis le début de l'année 2022.

Les principaux flux nets concernent les titres négociables (hausse des OAT de +98,205 Md€ et

baisse des BTF à hauteur de -12,788 Md€), ainsi que les dettes financières et autres emprunts (hausse de +6,870 Md€, essentiellement en raison de la reprise de la dette SNCF pour 10,000 Md€).



	Mois	Cumul à fin octobre			Renvoi Page
	Octobre	2022	2021 retraité	2021 exécuté	
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	3 396	-143 215	-171 536	-171 620	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	49 668	367 078	356 255	356 004	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	25 274	223 407	187 445	187 110	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	12 892	62 105	55 864	55 864	
- IS *	-116	43 856	23 861	23 861	
- TVA	9 639	88 977	79 641	79 623	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	27 790	456	-2 726	-2 726	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	2 819	176 281			16
Dette financière de l'Etat	-12 307	2 265 096			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	1 048	994	994
Dépenses de personnel	11 665	115 026	111 801	111 903
Dépenses de fonctionnement	16 313	65 869	52 032	51 951
Charges de la dette de l'Etat	9 588	49 119	36 901	36 901
Dépenses d'investissement	1 404	14 139	13 333	13 334
Dépenses d'intervention	10 524	119 984	139 179	138 902
Dépenses d'opérations financières	174	1 892	2 014	2 019
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	49 668	367 078	356 255	356 004
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	28 488	256 433	222 110	221 773
Recettes non fiscales	762	19 255	16 356	16 356
Prélèvements sur recettes	-4 910	-57 757	-56 786	-56 784
Fonds de concours	934	5 476	5 765	5 765
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	25 274	223 407	187 445	187 110
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	30 184	281 164	244 231	243 894
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-24 394	-143 671	-168 810	-168 894
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	9 170	9 615	617	617
Solde des comptes de concours financiers	18 581	-9 425	-3 669	-3 669
Solde des comptes de commerce	49	230	206	206
Solde des comptes d'opérations monétaires	-10	-922	1 516	1 516
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	27 790	456	-2 726	-2 726
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	3 396	-143 215	-171 536	-171 620



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 665	115 026	111 801	111 903
Rémunérations d'activité	6 725	66 377	64 340	64 379
Cotisations et contributions sociales	4 856	47 748	46 812	46 874
Prestations sociales et allocations diverses	85	902	649	650
AUTRES TITRES	38 002	252 052	244 453	244 101
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 048	994	994
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	16 313	65 869	52 032	51 951
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	12 029	37 535	25 290	25 289
Subventions pour charges de service public	4 284	28 334	26 743	26 663
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	9 588	49 119	36 901	36 901
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	9 588	49 119	36 901	36 901
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 404	14 139	13 333	13 334
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	921	10 581	10 280	10 280
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	483	3 558	3 053	3 054
Titre 6 - Dépenses d'intervention	10 524	119 984	139 179	138 902
Transferts aux ménages	5 613	50 448	48 613	48 228
Transferts aux entreprises	2 080	36 795	60 575	60 673
Transferts aux collectivités territoriales	776	9 205	8 759	8 751
Transferts aux autres collectivités	1 990	22 774	21 071	21 089
Appels en garantie	64	761	160	160
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	174	1 892	2 014	2 019
Prêts et avances	0	39	290	295
Dotations en fonds propres	174	1 091	999	999
Dépenses de participations financières	0	762	725	725
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	49 668	367 078	356 255	356 004



	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2022		Cumul à fin octobre 2021 retraité	Cumul à fin octobre 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	159	160	2 650	2 499	2 280	2 266
Action de la France en Europe et dans le monde	119	113	1 667	1 580	1 407	1 408
Diplomatie culturelle et d'influence	15	21	686	625	588	588
Français à l'étranger et affaires consulaires	26	26	297	294	285	270
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	550	371	3 977	3 732	3 382	3 383
Administration territoriale de l'Etat	213	224	2 025	1 999	1 863	1 867
Vie politique ⁽¹⁾	17	21	432	429	271	284
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	320	126	1 520	1 304	1 248	1 231
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	239	245	2 971	2 843	2 306	2 308
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	117	126	1 862	1 768	1 344	1 344
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	69	68	615	594	476	477
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	53	51	494	480	487	488
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	274	109	5 169	4 084	4 490	4 490
Aide économique et financière au développement	6	29	2 438	1 528	1 195	1 195
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	190	190	1 420	1 420
Solidarité à l'égard des pays en développement	268	80	2 541	2 366	1 875	1 875
Restitution des "biens mal acquis" ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	16	8	1 472	1 424	1 598	1 598
Liens entre la Nation et son armée ⁽³⁾	0	0	0	0	25	25
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation ⁽¹⁾	16	8	1 394	1 346	1 490	1 490
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	78	78	83	83
COHESION DES TERRITOIRES	280	2 036	16 973	16 297	15 498	15 519
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	159	196	2 325	1 906	1 921	1 948
Aide à l'accès au logement	4	1 597	13 012	13 011	12 371	12 371
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	41	120	653	657	557	558
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	18	44	258	230	193	187
Politique de la ville	44	72	441	429	408	408
Interventions territoriales de l'Etat	14	6	285	63	49	47
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	55	55	702	594	575	575
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	34	36	466	361	355	355
Conseil économique, social et environnemental	0	0	46	46	42	42
Cour des comptes et autres juridictions financières	20	19	190	187	178	178
Haut Conseil des finances publiques	0	0	1	1	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0
CULTURE	220	315	3 076	2 810	2 803	2 806
Patrimoines	52	72	940	793	969	966
Création	34	74	817	775	784	779
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	59	101	667	607	453	462
Soutien aux politiques du ministère de la culture	76	68	652	636	597	599
DEFENSE	3 969	4 123	43 900	43 341	41 516	41 515
Environnement et prospective de la politique de défense	79	121	1 289	1 558	1 401	1 401
Préparation et emploi des forces	1 201	858	10 091	9 659	8 859	8 859
Soutien de la politique de la défense	1 988	1 927	22 026	19 172	18 790	18 789
Equiperment des forces	702	1 217	10 494	12 952	12 465	12 466
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	57	66	707	720	632	622
Coordination du travail gouvernemental	51	57	542	533	537	536
Protection des droits et libertés	5	6	100	99	94	86
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022	1	3	64	88	1	1
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	2 027	2 609	31 044	28 841	20 431	20 432
Infrastructures et services de transports	345	590	9 347	7 352	6 408	6 408
Affaires maritimes	54	6	220	152	133	134
Paysages, eau et biodiversité	14	25	205	195	190	188
Expertise, information géographique et météorologie	1	2	428	425	432	433
Prévention des risques	72	145	894	844	748	748
Energie, climat et après-mines	1 060	1 265	6 505	6 397	1 866	1 866
Service public de l'énergie	0	81	10 355	10 354	7 677	7 677
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	226	242	2 401	2 431	2 392	2 394
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	254	254	691	691	584	584



	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2022		Cumul à fin octobre 2021 retraité	Cumul à fin octobre 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
ECONOMIE	9 839	9 852	13 746	13 815	2 864	2 845
Développement des entreprises et régulations	50	92	1 540	1 436	974	977
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	200	172	150
Statistiques et études économiques	36	36	365	370	339	339
Stratégies économiques	44	15	383	351	379	379
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾	9 709	9 709	11 457	11 457	1 000	1 000
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	9 425	9 508	214 346	51 394	36 848	36 848
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	9 334	9 334	48 429	48 429	36 317	36 317
Appels en garantie de l'Etat	76	64	861	849	235	235
Epargne	15	15	56	56	53	53
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	62	62
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	95	0	175	181	181
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 ⁽²⁾	0	0	165 000	1 885	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 266	6 291	65 123	64 927	62 942	62 941
Enseignement scolaire public du premier degré	2 060	2 060	20 251	20 249	19 613	19 613
Enseignement scolaire public du second degré	2 863	2 865	28 833	28 827	28 088	28 092
Vie de l'élève	388	394	5 869	5 808	5 437	5 436
Enseignement privé du premier et du second degrés	585	594	6 651	6 648	6 478	6 478
Soutien de la politique de l'éducation nationale	266	265	2 276	2 160	2 175	2 176
Enseignement technique agricole	103	113	1 242	1 235	1 151	1 145
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	879	845	8 399	8 246	8 185	8 245
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	662	647	6 350	6 248	6 210	6 202
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	84	65	726	694	690	747
Facilitation et sécurisation des échanges	134	133	1 324	1 304	1 285	1 296
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	208	230	1 786	1 610	1 323	1 323
Immigration et asile	136	153	1 361	1 211	966	966
Intégration et accès à la nationalité française	72	76	425	399	356	356
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030 ⁽¹⁾	50	18	18 372	2 916	2 484	2 477
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	195	210	210
Valorisation de la recherche	0	0	0	441	529	529
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	50	383	622	622
Financement des investissements stratégiques	50	18	15 702	1 432	750	750
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	2 620	465	373	366
JUSTICE	885	918	10 884	8 593	8 015	8 015
Justice judiciaire	295	293	3 266	3 188	3 043	3 043
Administration pénitentiaire	334	323	5 581	3 512	3 279	3 281
Protection judiciaire de la jeunesse	85	90	838	786	736	736
Accès au droit et à la justice	87	161	638	634	506	506
Conduite et pilotage de la politique de la justice	83	51	549	469	448	444
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	12	4	4	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	43	120	504	505	533	535
Presse et médias	29	35	197	209	245	245
Livre et industries culturelles	13	85	307	297	288	290
OUTRE-MER	40	82	2 338	1 955	1 886	1 886
Emploi outre-mer	17	27	1 687	1 470	1 334	1 334
Conditions de vie outre-mer	23	56	651	485	552	553
PLAN DE RELANCE	434	607	4 120	7 495	14 196	14 196
Écologie	300	366	2 125	3 234	2 635	2 635
Compétitivité	116	169	965	1 525	2 129	2 129
Cohésion	19	72	1 030	2 735	9 432	9 432
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE	10	4	1 943	1 965	31 338	31 338
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	95	101	2 438	2 438
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	0	0	1 726	1 740	25 452	25 452
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	78	78	672	672
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	2 500	2 500
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	10	4	44	47	277	277
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 048	1 048	994	994
Présidence de la République	0	0	105	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	552	552	518	518
Sénat	0	0	339	339	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	16	16	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1



	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2022		Cumul à fin octobre 2021 retraité	Cumul à fin octobre 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	270	2 239	28 154	25 191	24 818	24 824
Formations supérieures et recherche universitaire	41	1 242	13 840	13 145	12 856	12 850
Vie étudiante	71	165	2 720	2 398	2 500	2 500
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	71	413	7 448	5 629	5 505	5 498
Recherche spatiale	0	179	1 583	1 469	1 256	1 276
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	14	42	1 553	1 640	1 821	1 821
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	23	144	707	615	592	592
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	49	53	303	295	288	287
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	37	540	5 595	5 570	5 577	5 577
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	37	382	3 831	3 815	3 785	3 785
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	735	735	742	742
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	92	1 029	1 019	1 050	1 050
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	116	230	3 966	3 376	3 343	3 348
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	95	209	3 810	3 206	3 177	3 182
Concours spécifiques et administration	22	22	156	171	167	167
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	10 421	10 401	113 468	113 428	113 736	113 736
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	10 044	10 024	109 346	109 306	108 057	108 057
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	377	377	4 122	4 122	5 679	5 679
SANTE	11	6	1 402	1 189	1 158	1 159
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	11	6	359	339	361	361
Protection maladie	0	0	1 043	850	797	798
Carte vitale biométrique ⁽⁴⁾	0	0	0	0	0	0
SECURITES	1 904	1 901	18 689	18 110	17 280	17 280
Police nationale	1 010	1 024	9 681	9 588	9 066	9 066
Gendarmerie nationale	845	793	8 344	7 957	7 655	7 655
Sécurité et éducation routières	3	5	42	32	26	26
Sécurité civile	46	80	621	533	533	533
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	130	3 241	28 652	26 332	24 566	24 126
Inclusion sociale et protection des personnes	64	1 087	13 910	12 908	11 517	11 067
Handicap et dépendance	2	2 084	13 362	12 217	12 086	12 088
Egalité entre les femmes et les hommes	5	5	32	31	29	29
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	59	65	1 149	975	934	942
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation	0	0	200	200	0	0
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	130	238	1 392	1 284	1 176	1 176
Sport	109	125	548	499	448	446
Jeunesse et vie associative	21	113	700	585	508	510
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	144	200	220	220
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	33	78	492	519	399	341
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	6	29	117	172	59	59
Transformation publique ⁽¹⁾	10	11	98	115	112	99
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques	1	0	5	4	8	8
Fonction publique	13	35	242	198	190	175
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques ⁽²⁾	3	3	31	31	31	0
TRAVAIL ET EMPLOI	2 647	2 621	15 711	13 853	10 818	11 014
Accès et retour à l'emploi	408	503	6 347	6 143	5 477	5 491
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	2 197	2 066	8 785	7 106	4 716	4 906
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	-9	0	36	65	75	75
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	51	52	543	540	549	542
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	51 626	60 069	672 771	480 505	469 991	469 740
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	41 205	49 668	559 303	367 078	356 255	356 004

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2022

⁽²⁾ Création en LFI 2022

⁽³⁾ Suppression en LFI 2022

⁽⁴⁾ Création en LFR du 16/08/2022



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	13 169	82 347	76 443	76 443
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	242	3 412	3 422	3 388
Impôt sur les sociétés (C)	1 384	67 471	51 394	51 394
Impôt sur les sociétés	1 372	65 803	50 227	50 227
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	12	1 320	834	834
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	349	333	333
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	2 738	21 454	22 754	22 712
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	96	855	865	865
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	299	3 707	4 523	4 523
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	610	610
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	148	2 003	1 636	1 636
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	100	75	75
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	4	4
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	27	19	19
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	28	23	23
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	9	92	74	74
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	3	202	188	188
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	1	1
Prélèvements de solidarité	2 392	11 816	10 225	10 225
Taxe sur les services numériques	239	598	460	460
Taxe d'habitation sur les résidences principales	-472	1 204	2 546	2 546
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	11	132	959	959
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	2	2
Recettes diverses	9	684	544	503
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 416	16 178	16 491	16 296
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 515	147 866	132 300	132 283
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 424	31 132	33 042	32 993
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	37	586	471	471
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	21	174	142	142
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	6	65	84	35



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	238	2 475	2 923	2 923
Mutations à titre gratuit par décès	1 288	12 133	11 880	11 880
Contribution de sécurité immobilière	77	758	731	731
Autres conventions et actes civils	33	371	351	351
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	46	478	504	504
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	22	329	319	319
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	14	136	171	171
Timbre unique	55	334	210	210
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	47	454	461	461
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	357	5 518	8 787	8 787
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4
Amendes et confiscations	3	36	35	35
Taxe générale sur les activités polluantes	571	674	389	389
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	6	54	40	40
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	158	12	12
Autres droits et recettes à différents titres	21	21	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	42	43	43
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	17	17	17
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	560	560
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	24	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	228	2 178	1 996	1 996
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	90	733	294	294
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	34	340	314	314
Prélèvement sur les paris sportifs	86	634	682	682
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	10	83	85	85
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	78	1 193	973	973
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	52	572	535	535
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	38 889	369 860	335 847	335 509
TOTAL GENERAL (net de R&D)	28 488	256 433	222 110	221 773



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	4 213	3 386	3 386
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	1 812	2 089	2 089
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	1 283	607	607
Autres dividendes et recettes assimilées	0	1 118	690	690
Produits du domaine de l'Etat (B)	89	708	700	700
Revenus du domaine public non militaire	3	206	163	163
Autres revenus du domaine public	2	4	2	2
Revenus du domaine privé	2	208	216	216
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	83	289	316	316
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	1	1
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	332	2 528	2 032	2 032
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	73	495	342	342
Autres frais d'assiette et de recouvrement	100	926	911	911
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	28	6	6
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	4	3	3
Autres recettes diverses	158	1 075	770	770
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	32	449	358	358
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	9	44	41	41
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	7	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	13	7	7
Intérêts des autres prêts et avances	8	280	168	168
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	9	76	113	113
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	23	14	14



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	71	1 842	1 431	1 431
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	12	436	583	583
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	4	244	160	160
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	7	12	12
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	52	1 084	611	611
Frais de poursuite	1	9	9	9
Frais de justice et d'instance	1	8	9	9
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	9	2	2
Divers (F)	239	9 514	8 449	8 449
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	348	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	92	686	1 204	1 204
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	17	159	43	43
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	11	11	11
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	5	4	4
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	7	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5
Récupération d'indus	1	22	20	20
Recouvrements après admission en non-valeur	10	109	112	112
Divers versements de l'Union européenne	0	7 400	5 118	5 118
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	105	44	44
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	23	25	25
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	10	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	57	303	481	481
Produits divers	-3	3	983	983
Autres produits divers	58	318	391	391
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	762	19 255	16 356	16 356



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 191	-36 343	-35 839	-35 836
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-1 995	-22 610	-22 756	-22 732
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-4	-4
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-8	-14	-14
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-588	-5 749	-4 597	-4 597
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-50	-644	-858	-858
Dotations élu local	-6	-100	-100	-100
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-61	-38	-38
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	22	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	-13	-327	-324	-324
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-241	-2 404	-2 429	-2 429
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-14	-348	-408	-408
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	9	-13	-13
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-89	-89	-89
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-11	-277	-268	-268
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	-48	-48
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	-27	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-13	-94	-90	-90
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-75	-75	-75
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	284	-103	-103
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	-5	-5
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-243	-3 155	-2 978	-2 978
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	-1	-1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	-1	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 719	-21 413	-20 947	-20 947
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 910	-57 757	-56 786	-56 784
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	881	5 077	5 361	5 361
Fonds de concours - coopération internationale	53	399	404	404
TOTAL FONDS DE CONCOURS	934	5 476	5 765	5 765



	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre								
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes		
			2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté
	unité : million d'€.										
Comptes d'affectation spéciale	6 143	15 313	58 857	55 820	55 820	68 473	56 438	56 438	9 615	617	617
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	90	146	734	600	600	1 511	1 425	1 425	777	825	825
Développement agricole et rural	13	2	97	100	100	137	131	131	40	31	31
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	29	33	270	213	213	315	313	313	45	100	100
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	30	20	240	291	291	206	249	249	-34	-41	-41
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	133	209	209	0	133	133	-133	-77	-77
Participations financières de l'Etat	21	9 716	6 381	4 769	4 769	15 577	4 011	4 011	9 196	-757	-757
Pensions	5 960	5 395	51 003	49 639	49 639	50 727	50 175	50 175	-276	536	536
Comptes de concours financiers	16 542	35 122	106 017	100 996	100 996	96 592	97 327	97 327	-9 425	-3 669	-3 669
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4 854	64	6 503	7 310	7 310	1 167	1 142	1 142	-5 336	-6 168	-6 168
Avances à l'audiovisuel public	305	14	3 075	3 099	3 099	502	1 579	1 579	-2 573	-1 520	-1 520
Avances aux collectivités territoriales	11 085	34 842	94 594	89 345	89 345	93 598	92 555	92 555	-996	3 210	3 210
Prêts à des Etats étrangers	125	86	769	409	409	929	1 494	1 494	161	1 085	1 085
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	172	116	1 077	833	833	396	557	557	-681	-276	-276
Comptes de commerce	9 923	9 972	54 413	42 310	42 310	54 643	42 516	42 516	230	206	206
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	73	85	812	545	545	768	498	498	-44	-48	-48
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	17	163	154	154	161	161	161	-3	8	8
Couverture des risques financiers de l'Etat	5	5	1 708	2 279	2 279	1 708	2 279	2 279	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	32	16	507	545	545	579	597	597	72	52	52
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	9 773	9 777	50 394	38 323	38 323	50 423	38 346	38 346	29	23	23
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	1	0	9	2	2	5	6	6	-4	3	3
Opérations commerciales des domaines	5	10	46	41	41	88	78	78	42	37	37
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	2	26	22	22	20	22	22	-5	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	16	61	749	399	399	891	529	529	142	130	130
Comptes d'opérations monétaires	206	196	3 209	1 086	1 086	2 287	2 602	2 602	-922	1 516	1 516
Emission des monnaies métalliques	12	9	110	71	71	231	205	205	122	133	133
Opérations avec le Fonds Monétaire International	175	175	2 997	994	994	2 039	2 390	2 390	-958	1 396	1 396
Pertes et bénéfices de change	19	13	103	21	21	17	7	7	-85	-13	-13
TOTAL COMPTES SPECIAUX	32 814	60 604	222 497	200 212	200 212	221 995	198 882	198 882	-502	-1 330	-1 330
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	32 639	60 429	219 499	199 218	199 218	219 956	196 492	196 492	456	-2 726	-2 726



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2022
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		290	-202	87
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	17	1	18
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	3 770	269	4 039
		Total organismes à caractère financier	4 077	68	4 145
	CEPL	Régions	5 471	-1 961	3 510
		Départements	10 159	2 559	12 718
		Communes	29 107	2 016	31 123
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 991	-91	18 900
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 366	-141	2 225
		Autres	9 903	-334	9 569
		Total CEPL	75 996	2 048	78 044
		Etablissements publics de santé	8 128	377	8 506
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 089	-5 042	23 047
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	23 988	-1 591	22 397
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 771	1 657	6 428
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 174	-302	1 872
		Total établissements publics nationaux	59 022	-5 278	53 745
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 453	-1 901	8 552
		Union européenne	4 042	4 736	8 778
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 800	101	5 901	
	GIP	1 616	289	1 905	
	EPL	2 662	422	3 084	
	Autres correspondants	2 997	528	3 526	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	21	-21	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 096	1 320	14 416	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	174 815	1 370	176 185	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	47	48	95	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	1	1	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	47	49	96	
Total Passif (A)		174 862	1 419	176 281	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		174 861	1 419	176 281	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2022
Titres négociables (A)	2 145 136	85 417	2 230 554
Titres négociables à moyen et long terme	1 989 757	98 205	2 087 963
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 989 757	98 205	2 087 963
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 753 395	95 813	1 849 209
- <i>taux variable</i>	208 430	3 983	212 413
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	155 379	-12 788	142 591
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	155 379	-12 788	142 591
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	27 673	6 870	34 542
TOTAL (A+B+C)	2 172 809	92 287	2 265 096



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2021 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2021 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2022.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.